



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/312
15 août 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-neuvième session
Points 34, 97 et 102 de l'ordre du jour
provisoire*

LA SITUATION DE LA DÉMOCRATIE ET DES DROITS DE L'HOMME
EN HAÏTI

DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS,
QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

Lettre datée du 12 août 1994, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration du Ministère des relations extérieures de la République de Cuba relative à l'utilisation de la base navale de Guantánamo comme camp de concentration de citoyens haïtiens.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 34, 97 et 102 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Bruno Rodríguez PARRILLA

* A/49/150.

ANNEXE

Déclaration du Ministère des relations extérieures de Cuba sur
la situation en Haïti, publiée le 10 août 1994 à La Havane

Le Gouvernement de la République de Cuba proteste énergiquement contre l'utilisation illégale, comme camp de concentration de citoyens haïtiens, de la base navale que les États-Unis d'Amérique maintiennent par la force dans la baie de Guantánamo.

Ces faits non seulement violent les accords arbitraires, injustes et caducs imposés au cours de l'occupation militaire nord-américaine du début du siècle qui ne peuvent être maintenus contre la volonté souveraine de notre peuple, mais surtout sont inconcevables, sans consultation ni autorisation préalable de notre pays.

Cet usage arbitraire et illégal de cette partie du territoire cubain pour rassembler et traiter des personnes qui, pour des raisons diverses, souhaitent s'établir aux États-Unis, a suscité en d'autres occasions les protestations les plus vives et déterminées de la part du Gouvernement cubain.

Le Gouvernement cubain a eu connaissance du fait que les autorités nord-américaines hébergent actuellement à la base navale de Guantánamo, dans un espace beaucoup trop réduit, près de 16 000 Haïtiens dans des conditions inhumaines, non seulement violant ainsi les droits fondamentaux de ces réfugiés, mais aussi nuisant gravement aux conditions de vie, à la tranquillité et à la stabilité des populations cubaines voisines de cette enclave militaire des États-Unis.

Le Gouvernement cubain est conscient des souffrances du peuple haïtien et, comme la communauté internationale ne l'ignore pas, a condamné énergiquement le régime militaire de facto, préconisant une solution pacifique, juste et démocratique à la crise par laquelle ce régime empêche le retour du Président Jean-Bertrand Aristide. Toutefois, il est inadmissible que les États-Unis concentrent sur la base navale de Guantánamo, de manière discriminatoire, des personnes qu'ils refusent de recevoir sur leur propre territoire.

Le Gouvernement cubain exige que les autorités des États-Unis mettent un terme une fois pour toutes au transfert illégal d'émigrants haïtiens vers la base navale de Guantánamo, pratique injuste et illégale, inadmissible dans la mesure où elle va à l'encontre de la souveraineté nationale de Cuba; le Gouvernement réaffirme que le peuple cubain rejette la présence militaire nord-américaine sur son territoire qui est ainsi utilisé, une fois de plus, à des fins politiques, odieuses et hypocrites.
